

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives.....	4
Aperçu général	5
Opérations sur devises étrangères	6
Ventes consolidées	7
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	8
<i>Secteur Industriel</i>	10
<i>Répartition géographique des ventes</i>	10
Marge brute	11
Frais de vente et d'administration	12
Résultat opérationnel.....	12
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	12
<i>Secteur Industriel</i>	13
Frais financiers	13
Frais de restructuration.....	13
Charge d'impôt sur le résultat	14
Résultat net.....	14
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	15
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	16
<i>Activités opérationnelles</i>	16
<i>Activités d'investissement</i>	18
<i>Activités de financement</i>	19
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités.....	20
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions).....	20
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	21
Bilans consolidés.....	22
Aide gouvernementale.....	25
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels.....	26
Conjoncture financière et économique.....	27
Modifications futures de conventions comptables	28
Contrôles et procédures internes	29
Risques et incertitudes.....	29
Données financières trimestrielles choisies.....	30
Perspectives.....	30
Renseignements supplémentaires et information continue	32

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 1^{er} avril 2011 et le 30 septembre 2011. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois close le 30 juin 2011 et la période de six mois close le 30 septembre 2011, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2011, deux documents disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La Société publie ses résultats en dollars canadiens. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS comme norme pour la publication de l'information financière. La date de transition utilisée est le 1^{er} avril 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* et aux exigences de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, établies par le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants comparatifs des périodes antérieures ont été retraités conformément aux IFRS.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les ajustements les plus significatifs apportés aux états financiers des périodes antérieures, veuillez vous reporter à la Note 19, *Passage aux Normes internationales d'information financière*, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011.

La Société a apporté les modifications nécessaires à ses systèmes et processus d'information financière dans divers secteurs de l'entreprise, afin de permettre la préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 selon les IFRS et la préparation de ses états financiers conformément aux IFRS. De plus, l'impact de la transition vers les IFRS sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information a été déterminé et les ajustements aux contrôles ont été mis en oeuvre.

Veuillez prendre note que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, auxquels on réfère dans la présente analyse, ne comprennent pas toutes les informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels; par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les plus récents états

financiers annuels consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011, lesquels ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur (« PCGR antérieurs »), ainsi qu'avec les premiers états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2011 qui ont été établis selon les IFRS.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, ni par les PCGR antérieurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le calcul du BAIIA à partir des états financiers préparés en vertu des PCGR antérieurs (« BAIIA – PCGR antérieurs ») diffère quelque peu du calcul du BAIIA effectué à partir des états financiers préparés conformément aux IFRS (« BAIIA – IFRS »). Un rapprochement du BAIIA – PCGR antérieurs et du BAIIA – IFRS pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2010 est présenté ci-après :

(000 \$)	Trimestre clos le 30 sept. 2010	Six mois clos le 30 sept. 2010
BAIIA – PCGR antérieurs	10 813	22 261
Ajustements :		
Contrats de location-financement	413	824
Méthode d'amortissement graduel du coût des options sur actions	26	86
Régimes de retraite	87	173
Désactualisation au titre des intérêts sur les régimes de retraite	(39)	(78)
Ajustements totaux	487	1 005
BAIIA – IFRS	11 300	23 266

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net	4 812	2 654	10 609	5 972
Charge d'impôt sur le résultat	1 325	983	3 168	1 969
Frais financiers	1 502	1 278	2 945	2 478
Amortissement	5 939	6 116	11 804	12 210
BAIIA incluant les frais de restructuration	13 578	11 031	28 526	22 629
Ajouter : Frais de restructuration	-	269	-	637
BAIIA	13 578	11 300	28 526	23 266

L'augmentation de 2,3 millions de dollars du BAIIA au deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, s'explique essentiellement par une progression de 2,2 millions de dollars du résultat net et une hausse connexe de la charge d'impôt sur le résultat de 0,3 million de dollars. Pour les six premiers mois de l'exercice, le BAIIA affiche une hausse de 5,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une progression de 4,6 millions de dollars du résultat net et d'une hausse connexe de la charge d'impôt sur le résultat de 1,2 million de dollars.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes

les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'aéronefs (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des jets d'affaires, des jets régionaux, des hélicoptères et des gros porteurs commerciaux. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés aux principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'aéronefs, de petites, moyennes et grandes dimensions, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, ainsi que pour le marché de l'équipement lourd et d'autres marchés industriels.

Pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, la plupart des marchés stratégiques de la Société ont bénéficié d'une dynamique positive. Bien que le niveau d'activité au deuxième trimestre soit habituellement moins élevé en raison de facteurs saisonniers (arrêts de production dans les usines et vacances estivales), les ventes des lignes de produits Aérostructure et

Industriels ont poursuivi leur progression par rapport à l'exercice précédent, tandis que les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont reculé en raison principalement de l'incidence négative de l'appréciation de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine. L'augmentation globale du volume des ventes s'est traduite par une meilleure imputation des frais généraux de fabrication et un accroissement de la rentabilité. Même si la conjoncture macroéconomique mondiale demeure volatile, la Société anticipe une croissance interne de ses ventes d'environ 5 % pour l'exercice en cours, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Opérations sur devises étrangères

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars américains. Des taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes (à l'exception des contrats de change à terme) et les dépenses des périodes visées, alors que des taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements étrangers.

Taux de change Canada / États-Unis		30 septembre 2011	30 septembre 2010
Taux moyen pour le trimestre clos le	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>0,9802</u>	<u>1,0391</u>
Taux moyen pour les six mois clos le	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>0,9739</u>	<u>1,0333</u>

Taux de change Canada / États-Unis		30 septembre 2011	31 mars 2011
Taux de clôture au	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>1,0482</u>	<u>0,9696</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2011, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a augmenté de plus de 6 % comparativement aux mêmes périodes l'an dernier, ce qui, comme on peut s'y attendre, a exercé une pression accrue sur les ventes et les résultats en dollars américains de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2011 a eu un impact important sur les postes du bilan libellés en dollars américains de la Société à la fin du présent trimestre, en comparaison des soldes de clôture de l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 septembre 2011, la Société était

partie à des contrats de change à terme totalisant 164,8 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0742. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des quatre prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 30 septembre 2011, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour un total de 5,5 millions de dollars américains assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2292. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011 ont progressé de 3,4 % pour atteindre 86,0 millions de dollars, comparativement à 83,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent. L'incidence de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 3,5 millions de dollars, ou 4,2 %, par rapport à l'exercice précédent. Si l'on exclut cet impact négatif, les ventes ont augmenté de 6,3 millions de dollars, ou 7,6 %, en raison de l'accélération des cadences de production dans les marchés des gros porteurs commerciaux et des jets d'affaires du secteur de l'aérospatiale et d'une hausse de la demande des clients dans le secteur Industriel.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées atteignent 177,9 millions de dollars, en hausse de 7,3 % par rapport à celles de 165,7 millions de dollars réalisées un an plus tôt. Les ventes consolidées ont bénéficié d'un impact favorable de 4,4 millions de dollars, ou 2,7 %, attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de six mois cette année (puisque l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., a été finalisée le 28 avril 2010 au cours du précédent exercice financier) qui a été contrebalancé par une incidence négative des taux de change de 6,9 millions de dollars, ou 4,2 %, du fait de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Si l'on exclut ces deux impacts, les ventes consolidées ont augmenté de 14,7 millions de dollars, ou 8,8 %, grâce à une augmentation des cadences de production dans les marchés commerciaux du secteur de l'aérospatiale et d'un accroissement de la demande dans le secteur Industriel.

Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>				<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>			
	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation		2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation	
			(000 \$)	%			(000 \$)	%
Total Aérospatiale	77 640	76 967	673	0,9	162 285	153 009	9 276	6,1
Total Industriel	8 362	6 227	2 135	34,3	15 590	12 726	2 864	22,5
Total	86 002	83 194	2 808	3,4	177 875	165 735	12 140	7,3

Les ventes du secteur de l'aérospatiale ont augmenté de 3,6 millions de dollars, ou 4,7 % durant le trimestre, et de 15,1 millions de dollars, ou 9,9 % depuis le début de l'exercice, en comparaison des mêmes périodes l'an dernier. Cette progression a été en partie contrebalancée par l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine qui a eu pour effet de réduire le montant des ventes de 2,9 millions de dollars, ou 3,8 %, au deuxième trimestre, et de 5,8 millions de dollars, ou 3,8 %, pour les six premiers mois de l'exercice. Comme il est mentionné plus haut, la progression enregistrée depuis le début de l'exercice comprend les ventes supplémentaires de 4,4 millions de dollars générées par l'unité d'exploitation Landing Gear USA compte tenu que les résultats couvrent une période complète de six mois. En ce qui a trait au secteur Industriel, si l'on exclut l'incidence négative de la fluctuation des devises qui a eu pour effet de réduire le montant des ventes de 0,5 million de dollars, ou 8,3 %, au deuxième trimestre, et de 1,0 million de dollars, ou 7,8 %, pour les six premiers mois de l'exercice, les ventes ont augmenté de 2,7 millions de dollars, ou 42,6 %, durant le trimestre, et de 3,9 millions de dollars, ou 30,3 % depuis le début de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des ventes du secteur Industriel est attribuable à une progression des ventes de produits destinés au secteur de l'équipement lourd et de composants de turbines à gaz.

Secteur de l'aérospatiale

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

Lignes de produits	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>				<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>			
	2011	2010	<u>Variation</u>		2011	2010	<u>Variation</u>	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Trains d'atterrissage	52 160	53 581	(1 421)	(2,7)	111 564	107 855	3 709	3,4
Aérostructure	25 222	23 321	1 901	8,2	50 161	45 015	5 146	11,4
Autres	258	65	193	296,9	560	139	421	302,9
Total	77 640	76 967	673	0,9	162 285	153 009	9 276	6,1

Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont fléchi de 2,7 %, ou 1,4 million de dollars, durant le trimestre, en raison de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains. Les ventes générées par l'augmentation des cadences de production des programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires ont été en partie contrebalancées par une diminution des besoins des clients dans les marchés des jets régionaux et des hélicoptères commerciaux. Depuis le début de l'exercice, les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 3,4 %, ou 3,7 millions de dollars, en raison essentiellement de l'apport aux ventes de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de six mois cette année, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine et la diminution des besoins des clients dans certains programmes d'hélicoptères et de jets régionaux ont plus que contrebalancé les ventes générées par l'augmentation des cadences de production dans le marché des gros porteurs commerciaux, principalement les programmes des appareils B-777 et A-320, ainsi que dans le marché des jets d'affaires.

Les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont augmenté de 8,2 %, ou 1,9 million de dollars, au deuxième trimestre, et de 11,4 %, ou 5,1 millions de dollars, au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2011, et ce, en dépit de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains, d'une diminution des besoins des clients dans le cadre de certains programmes militaires et d'une réduction de la cadence de production du programme de l'avion régional Dash 8. Cette progression des ventes a été stimulée par une hausse des ventes liées aux programmes du JSF F-35, du A330, du A340 et de l'hélicoptère B-429, en raison de l'accélération de leurs cadences de production, de même que par l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV) et un accroissement de la demande pour des produits destinés aux jets d'affaires.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale peuvent être ventilées par marché comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>				<u>Six mois clos les</u>			
	<u>30 septembre</u>				<u>30 septembre</u>			
	2011	2010	Variation		2011	2010	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	47 547	47 806	(259)	(0,5)	97 800	94 175	3 625	3,8
Commercial	30 093	29 161	932	3,2	64 485	58 834	5 651	9,6
Total du secteur de l'aérospatiale	77 640	76 967	673	0,9	162 285	153 009	9 276	6,1

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et des gouvernements.

Les ventes de produits militaires ont fléchi de 0,3 million de dollars, ou 0,5 %, durant le trimestre, en raison essentiellement d'une baisse du taux de change (\$ US/\$ CA). Depuis le début de l'exercice, les ventes de produits militaires affichent une hausse de 3,8 %, ou 3,6 millions de dollars, par rapport à l'exercice précédent et reflètent l'impact favorable de 4,7 %, ou 4,4 millions de dollars, qu'a eu sur les ventes l'unité d'exploitation Landing Gear USA compte tenu que les résultats couvrent une période complète de six mois, comparativement à l'exercice précédent. Comme il est mentionné plus haut, les ventes de produits militaires reflètent la progression des ventes liées au JSF qui a été contrebalancée par une diminution des besoins des clients, principalement dans le cadre des programmes des appareils F-16 et F-22, de même que par l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien.

Les ventes commerciales ont progressé de 3,2 %, ou 0,9 million de dollars, durant le trimestre et de 9,6 %, ou 5,7 millions de dollars depuis le début de l'exercice, en dépit de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la cadence de production de programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires, ainsi qu'à l'obtention de nouveaux mandats liés au Gulfstream (GV), en partie contrebalancées par une diminution des besoins des clients dans les marchés des jets régionaux.

Secteur Industriel

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>				<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>			
	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation		2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation	
			(000 \$)	%			(000 \$)	%
Turbines à gaz	3 415	2 419	996	41,2	6 735	5 654	1 081	19,1
Autres produits industriels	4 947	3 808	1 139	29,9	8 855	7 072	1 783	25,2
Total	8 362	6 227	2 135	34,3	15 590	12 726	2 864	22,5

Pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, tout comme depuis le début de l'exercice, les ventes du secteur Industriel ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par l'accroissement de la demande d'équipement lourd dans l'industrie minière et de la demande globale dans le secteur des turbines à gaz.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u> <u>30 septembre</u>		<u>Six mois clos les</u> <u>30 septembre</u>	
	2011 (%)	2010 (%)	2011 (%)	2010 (%)
Canada	26	28	27	29
États-Unis	71	68	69	67
International	3	4	4	4
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes durant le trimestre et depuis le début de l'exercice, reflète l'incidence de l'accroissement des ventes réalisées aux États-Unis découlant de l'augmentation des ventes du secteur Industriel et du programme JSF F-35 de la ligne de produit Aérostructure. Pour les six premiers mois de l'exercice, l'évolution de la répartition géographique des ventes reflète également la progression des ventes de l'unité d'exploitation Landing Gear USA.

Marge brute

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice en cours, la marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a augmenté de 2,6 %. Pour le trimestre, elle est passée de 13,3 % l'an dernier à 15,9 % cette année et, pour les six premiers mois de l'exercice, de 13,8 % à 16,4 %. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation globale des ventes de la Société, ce qui a permis une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, et par les améliorations apportées aux activités de fabrication. Pour l'exercice en cours, l'impact sur la marge brute en dollars des frais engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique s'élève à 0,1 million de dollars au deuxième trimestre et à 0,2 million de dollars depuis le début de l'exercice.

L'appréciation soutenue du dollar canadien cette année a eu une incidence négative sur la marge brute en dollars de la Société de 1,2 million de dollars, ou 0,7 % lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes, et de 1,9 million de dollars, ou 0,4 %, depuis le début de l'exercice. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Dans le secteur de l'aérospatiale, la marge brute de la ligne de produits Trains d'atterrissage, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, a augmenté par rapport à l'exercice précédent, tant durant le trimestre que depuis le début de l'exercice, en raison principalement d'une composition des ventes plus avantageuse et d'une réduction des coûts de non-qualité. Pour le trimestre, la marge brute en dollars de la ligne de produits Aérostructure a légèrement fléchi par rapport à l'exercice précédent, en dépit d'une progression des ventes comparativement à la même période l'an dernier. Le recul de la marge brute exprimée en pourcentage des ventes s'explique par une hausse des coûts de fabrication initiaux engagés pour la production de composants destinés à de nouveaux programmes de même que par les coûts de démarrage engagés cette année pour la nouvelle usine du Mexique. Par rapport à l'exercice précédent, la ligne de produits Aérostructure a amélioré de manière significative sa marge brute, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, pour les six premiers mois de l'exercice en cours. Lors de l'exercice précédent, la ligne de produits Aérostructure avait subi les répercussions négatives d'une baisse de son volume de production, ce qui avait eu une incidence défavorable sur sa marge brute.

Dans le secteur Industriel, la marge bénéficiaire brute, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, s'est aussi considérablement améliorée, par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique par l'augmentation des ventes et une meilleure imputation des frais généraux de fabrication. Ce résultat reflète également les retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication dans ce secteur.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
Frais de vente et d'administration (000 \$)	6 052	5 906	12 448	11 870
Pourcentage des ventes	7,0	7,1	7,0	7,2

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 6,1 millions de dollars, ou 7,0 % des ventes au deuxième trimestre, et à 12,4 millions de dollars, ou 7,0 % des ventes, pour la période de six mois close le 30 septembre 2011. Cette hausse est principalement attribuable aux frais de 0,1 million de dollars pour le trimestre, et de 0,2 million de dollars depuis le début de l'exercice, engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. De plus, les frais comptabilisés depuis le début de l'exercice reflètent le fait que les résultats de l'unité d'exploitation Landing Gear USA couvrent une période complète de six mois cette année, comparativement à l'exercice précédent. Les frais de vente et d'administration au deuxième trimestre incluent un gain de 0,3 million de dollars réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets; l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 0,3 million de dollars. Depuis le début de l'exercice, le gain réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets se chiffre à 0,2 million de dollars, alors qu'au cours de la même période l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 0,4 million de dollars.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 7,6 millions de dollars, ou 8,9 % des ventes pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, ce qui représente une hausse de 2,4 millions de dollars par rapport à celui de 5,2 millions de dollars, ou 6,2 % des ventes, réalisé lors de la même période l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel consolidé atteint 16,7 millions de dollars, ou 9,4 % des ventes, comparativement à 11,1 millions de dollars, ou 6,7 % des ventes, pour la même période l'an dernier. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et de la marge brute tant dans le secteur de l'aérospatiale que le secteur Industriel, comme il est expliqué plus haut.

Secteur de l'aérospatiale

Le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 5,7 millions de dollars, ou 7,3 % des ventes, au deuxième trimestre, comparativement à 4,3 millions de dollars, ou 5,6 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des coûts de démarrage de la nouvelle usine du Mexique, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est élevé à 5,9 millions de dollars, ou 7,6 % des ventes, pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, en hausse de 1,6 million de dollars, ou 2,0 % des ventes, par rapport au résultat opérationnel réalisé lors de la même période l'an dernier. L'augmentation du résultat opérationnel reflète une

composition des ventes plus avantageuse et les améliorations apportées aux activités de fabrication qui ont contribué positivement à la marge brute, comme il a été expliqué plus haut.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2011, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est élevé à 13,3 millions de dollars, ou 8,2 % des ventes, comparativement à 9,5 millions de dollars, ou 6,2 % des ventes, l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence défavorable des coûts de démarrage de 0,5 million de dollars engagés pour la nouvelle usine du Mexique cette année, qui a été en partie contrebalancée par l'impact favorable de 0,2 million de dollars attribuable à l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant une période complète de six mois cette année, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 13,6 millions de dollars, ou 8,4 % des ventes, pour la période de six mois close le 30 septembre 2011, en hausse de 4,1 millions de dollars, ou 2,2 % des ventes, par rapport au résultat opérationnel réalisé lors de l'exercice précédent. La hausse du résultat opérationnel reflète l'impact de l'augmentation des ventes et de la marge brute expliqué plus haut.

Secteur Industriel

Le résultat opérationnel a augmenté pour atteindre 2,0 millions de dollars, soit 23,8 % des ventes, au deuxième trimestre, comparativement à 0,8 million de dollars, ou 13,6 % des ventes, l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel s'élève à 3,5 millions de dollars, ou 22,3 % des ventes, contre 1,6 million de dollars, ou 12,4 % des ventes, l'an dernier, ce qui représente une augmentation de 1,9 million de dollars, ou 9,9 % des ventes. La hausse du résultat opérationnel au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice reflète l'accroissement de la marge brute engendrée par la progression des ventes, une meilleure imputation des frais généraux de fabrication ainsi que les retombées des améliorations continues apportées aux activités de fabrication dont il est fait mention plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,5 million de dollars pour le trimestre et 2,9 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 septembre 2011, alors qu'ils s'étaient chiffrés à 1,3 million de dollars et 2,5 millions de dollars respectivement lors des mêmes périodes l'an dernier. L'écart entre les frais financiers constatés cette année et ceux engagés lors de l'exercice précédent traduit essentiellement une augmentation de l'amortissement des frais de financement différés à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société en mars dernier. L'écart reflète également une hausse de la charge de désactualisation au titre des intérêts découlant principalement d'une augmentation des prêts des autorités gouvernementales.

Frais de restructuration

L'an dernier, soit le 13 mai 2010, la Société a entrepris des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. La Société a comptabilisé des frais de restructuration de 0,3 million de dollars et de 0,6 million de dollars, respectivement, au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2010. Au 30 septembre 2011 et au 31 mars 2011, le bâtiment rattaché à cette installation est classé

comme actif détenu en vue de la vente sous la rubrique Autres actifs du bilan consolidé de la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 1,3 million de dollars, comparativement à 1,0 million de dollars lors de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat se chiffre à 3,2 millions de dollars, comparativement à 2,0 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour la période de six mois close le 30 septembre 2011 s'est établi à 23,0 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,2 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable d'écarts permanents (0,7 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés (0,2 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,3 million de dollars).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2010, le taux d'imposition effectif sur les résultats de la Société s'était établi à 25,0 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,3 % prévu par la loi. Cette différence s'explique par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société d'écarts permanents (0,3 million de dollars) et par un redressement fiscal avantageux à la suite de la conclusion d'un audit fiscal portant sur un exercice antérieur (0,2 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars) et par les changements apportés au taux d'imposition canadien (0,1 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur les bénéfices des sociétés au Canada.

Résultat net

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2012, la Société a enregistré respectivement un résultat net de 4,8 millions de dollars et 10,6 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 2,7 millions de dollars et 6,0 millions de dollars, lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du résultat opérationnel dans les deux secteurs d'activité de la Société. Pour le trimestre et les six premiers mois de l'exercice, le résultat net comprend des coûts après impôts de 0,2 million de dollars et 0,3 millions de dollars, respectivement, engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique. La Société a pris possession des installations louées au cours du deuxième trimestre et prévoit y produire ses premiers composants au début de l'année civile 2012. Le résultat net de l'exercice précédent est présenté déduction faite de frais de restructuration engagés pour la fermeture d'une usine, comme il a déjà été expliqué plus haut.

	<u>Trimestres clos les</u> <u>30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net (000 \$)	4 812	2 654	10 609	5 972
Bénéfice par action – de base (\$)	0,16	0,09	0,35	0,20
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,16	0,09	0,35	0,20

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 302 586 pour la période de six mois close le 30 septembre 2011, et de 30 121 872 pour la période correspondante de l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 664 142 pour les six premiers mois de l'exercice en cours et de 30 353 077 pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du nombre d'actions en circulation, depuis le début de l'exercice, est essentiellement attribuable à l'émission de 200 323 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions et à l'émission de 21 318 actions ordinaires aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société.

Le 3 novembre 2011, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 399 426 actions ordinaires et 1 434 677 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,9 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le deuxième trimestre et la période de six mois close le 30 septembre 2011, l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, a eu un impact positif important sur les gains réalisés par la Société lors de la conversion des états financiers des établissements étrangers, tandis qu'elle a eu une incidence négative importante sur le montant net des pertes résultant de l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société, ainsi que sur le montant net des pertes subies sur la couverture des investissements nets dans les établissements américains. En outre, le rendement moins élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société a eu des répercussions négatives sur le montant net des pertes actuarielles. Ces fluctuations ont eu un impact important sur le CAERG de la Société et sur le résultat global connexe pour les mêmes périodes.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit de cinq ans permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016. Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 30 septembre 2011, seule une somme de 62,4 millions de dollars canadiens (59,5 millions de dollars américains) avait été prélevée sur cette facilité de crédit, incluant 16,5 millions de dollars américains prélevés en avril 2010 pour financer l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque de liquidité dans un avenir prévisible. Au 30 septembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 45,4 millions de dollars, comparativement à 32,9 millions de dollars au 31 mars 2011, dont 33,0 millions de dollars (25,1 millions de dollars au 31 mars 2011) avaient été investis dans des dépôts à court terme auprès de banques faisant partie du syndicat.

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités opérationnelles et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles comme suit :

	<u>Trimestre clos</u>		<u>Six mois clos les</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>30 septembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	10 627	9 306	23 438	19 898
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	(293)	(723)	1 229	(9 345)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	10 334	8 583	24 667	10 553

Les augmentations de 1,3 million de dollars et 3,5 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011 s'expliquent essentiellement par la hausse de 2,2 millions de dollars du résultat net (4,6 millions de dollars depuis le début de l'exercice) qui a été en partie contrebalancée par

une diminution de 0,2 million de dollars de la charge d'amortissement (0,4 million de dollars depuis le début de l'exercice) et une baisse de 0,8 million de dollars de la charge d'impôt différé (1,1 million de dollars depuis le début de l'exercice).

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos les</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>30 septembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs (ci-après appelés collectivement « comptes fournisseurs »)	5 347	(1 925)	(7 367)	(9 712)
Comptes clients	(4 598)	(2 200)	13 061	(1 725)
Stocks	(3 300)	3 715	(2 919)	8 472
Facturations progressives	(4 504)	(3 202)	(7 061)	(8 978)
Impôts à payer et à recevoir	2 487	(280)	2 552	(428)
Impact des fluctuations du taux de change	3 133	2 090	2 921	3 792
Autres	1 142	1 079	42	(766)
	(293)	(723)	1 229	(9 345)

Pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, l'augmentation des comptes clients et des comptes fournisseurs est principalement attribuable à l'application d'un taux de change de clôture \$ US/\$ CA plus élevé, par rapport au 30 juin 2011, aux fins de conversion des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars américains. L'augmentation reflète également l'accroissement du volume des ventes livré durant le dernier mois du trimestre. Depuis le début de l'exercice, l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA a été contrebalancée par une diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs essentiellement attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'année. Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, la hausse des stocks est liée à l'augmentation des cadences de production pour les trimestres à venir dans le secteur de l'aérospatiale commerciale, tandis que la réduction des facturations progressives découle principalement d'une diminution du carnet de commandes fermes de la ligne de produits Trains d'atterrissage lié au marché secondaire du secteur militaire reflétant ainsi une baisse des besoins des clients sur ce marché.

Pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2010, la diminution des comptes fournisseurs, des facturations progressives et des stocks avait été attribuable à une baisse du niveau d'activité commerciale l'an dernier.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos les</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>30 septembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 199)	(5 898)	(9 905)	(9 093)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(4 129)	(1 579)	(6 166)	(3 729)
Produit à la vente d'immobilisations corporelles	3	45	35	70
Acquisition d'entreprise	-	-	-	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 325)	(7 432)	(16 036)	(41 565)

Le 28 avril 2010, la Société a investi 28,8 millions de dollars afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets de l'unité d'exploitation Landing Gear USA.

Durant le trimestre et pour la période de six mois, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 4,4 millions de dollars et 9,0 millions de dollars (5,9 millions de dollars et 9,1 millions de dollars l'an dernier). Durant le trimestre et les six premiers mois de l'exercice, ces acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-haut incluent la variation de 2,0 millions de dollars et 3,1 millions de dollars des acquisitions non payées à la fin des périodes respectives et sont présentées compte non tenu d'un montant de 2,2 millions de dollars (néant l'an dernier) à l'égard de la machinerie et de l'équipement acquis aux termes de contrats de location-financement. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars pour la construction de la nouvelle usine au Mexique. Ce projet représente des dépenses d'investissement totales qui pourraient atteindre 20 millions de dollars au cours des trois prochaines années.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des programmes de jets d'affaires.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos les</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>30 septembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Augmentation de la dette à long terme	1 783	1 309	3 276	18 875
Remboursement de la dette à long terme	(1 362)	(1 246)	(3 159)	(3 169)
Rachat d'actions ordinaires	-	(330)	-	(3 498)
Émission d'actions ordinaires	81	688	1 113	917
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	502	421	1 230	13 125

Pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les coûts de développement de la Société liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale. Lors de l'exercice précédent, l'augmentation de la dette à long terme avait été attribuable au prélèvement de 16,5 millions de dollars américains effectué sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA et à l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales.

Pour ce trimestre et depuis le début de l'exercice, le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-financement, de prêts des autorités gouvernementales et d'un billet qui avait été émis dans le cadre de l'acquisition de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Lors de l'exercice précédent, le remboursement de la dette à long terme incluait le remboursement de contrats de location-financement ainsi qu'un billet, en plus de comprendre, mais uniquement pour la période des six premiers mois de l'exercice, un remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales.

Au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2011, la Société a émis 200 323 actions ordinaires (la totalité durant le premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. La Société a également émise 11 343 et 21 318 actions ordinaires respectivement aux termes de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, pour des contreparties en espèces de 81 000 \$ et 159 000 \$.

Au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2010, la Société avait émis respectivement 15 771 et 32 956 actions ordinaires, aux termes de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat pour des contreparties en espèces de 83 000 \$ et 170 000 \$. La Société avait également émis respectivement 122 221 et 157 221 actions ordinaires, à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour des contreparties en espèces de 605 000 \$ et 747 000 \$. Durant les mêmes périodes, la Société avait racheté respectivement 59 100 et 605 100 actions

ordinaires en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités lancée en novembre 2009 (« OPR ») pour des contreparties totales en espèces de 330 000 \$ et 3 498 000 \$.

Au 30 septembre 2011, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice financier 2012.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours de l'exercice 2010, soit le 25 novembre 2009, la Société a lancé une deuxième OPR avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPR, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010. Au cours de cette période, la société a racheté 711 100 actions ordinaires à un prix net moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 4,0 millions de dollars.

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPR ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions)

En date du 30 septembre 2011, la Société comptait 30 395 439 actions ordinaires en circulation (30 173 798 en date du 31 mars 2011).

Au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2011, la Société a émis 200 323 actions ordinaires (la totalité durant le premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,76 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. La Société a également émis respectivement 11 343 et 21 318 actions ordinaires aux termes de son régime d'achat d'actions à des prix moyens pondérés de 7,13 \$ et 7,45 \$ l'action, pour des contreparties totales en espèces de 81 000 \$ et 159 000 \$.

Au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2010, la Société avait émis respectivement 122 221 et 157 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à des prix moyens pondérés de 4,95 \$ et 4,75 \$, pour des contreparties totales en espèces de 605 000 \$ et 747 000 \$. La Société a également émis respectivement 15 771 et 32 956 actions ordinaires aux termes de son régime d'achat d'actions, à des prix moyens pondérés de 5,26 \$ et 5,15 \$ pour des contreparties totales en espèces de 83 000 \$ et 170 000 \$.

Au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, 235 000 et 242 000 options sur actions ont été attribuées respectivement (138 000 lors de l'exercice précédent, la totalité durant le deuxième trimestre) tandis qu'aucune option sur actions n'a été annulée (27 000 et 55 000 au cours des périodes de trois et six mois correspondantes l'an dernier).

Au 30 septembre 2011, 1 434 677 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,9 années, étaient assorties

d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,45 \$ l'action (se référer à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au cours du trimestre, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options sur actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 30 septembre 2011, 2 573 257 actions ordinaires n'avaient pas encore été attribuées aux termes du régime d'options sur actions et 332 352 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») qui a été approuvé en mai 2011, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides. Au 31 mars 2011 et au 30 septembre 2011, 130 500 DPVA étaient encore en circulation, assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,32 \$ et devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2013 et 2016. Pour les périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, 12 500 DPVA ont été exercés (la totalité au deuxième trimestre) à un prix d'exercice de 5,00 \$, puisqu'ils étaient sur le point de venir à échéance.

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2011, la Société a émis 22 547 UAD (se référer à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). Au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 septembre 2011, la charge liée aux UAD s'est élevée respectivement à 91 \$ et 216 \$.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 30 septembre 2011 et le 31 mars 2011 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12,5	Se référer à l'état des flux de trésorerie consolidé.
Comptes clients	(13,1)	Baisse attribuable à un recul des ventes au deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport aux ventes records réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ainsi qu'à une diminution du délai moyen de recouvrement qui s'explique par le déploiement d'efforts continus en matière de recouvrement des comptes clients. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les comptes clients libellés en dollars américains, par rapport au 31 mars 2011 (2,9 millions de dollars).
Stocks	2,9	Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les établissements américains de la Société (3,8 millions de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court terme)	(6,4)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Autres actifs à court terme	2,0	Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 2,5 millions de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, ce qui cadre avec l'augmentation des coûts de développement admissibles pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, en partie contrebalancée par une diminution de 0,6 million de dollars des frais payés d'avance.

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Immobilisations corporelles, montant net	2,9	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'acquisition d'immobilisations corporelles de 9,0 millions de dollars, excluant une variation de 3,1 millions de dollars des immobilisations qui n'avaient pas encore été payées au 30 septembre 2011, comparativement au 31 mars 2011; • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (4,7 millions de dollars). <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la charge d'amortissement (10,7 millions de dollars); • de la cession d'immobilisations corporelles (0,1 million de dollars);
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 2,8 millions de dollars)	5,4	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (6,2 millions de dollars), représentant la hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale. • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs nets des établissements américains (0,3 million de dollars). <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (0,7 million de dollars); • de l'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (0,4 million de dollars);
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à long terme)	(5,9)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Goodwill	1,8	Hausse découlant de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion du goodwill des établissements américains de la Société.

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Comptes fournisseurs et charges à payer	(4,2)	Diminution résultant d'un recul des ventes au deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien depuis le 31 mars 2011 sur les comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains (2,0 millions de dollars).
Comptes fournisseurs - autres	(3,1)	Baisse attribuable à une diminution des immobilisations corporelles non payées.
Facturations progressives (à court et à long terme)	(7,1)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une diminution du carnet de commandes lié au marché secondaire du secteur militaire en partie contrebalancée par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des facturations progressives des établissements américains libellées en dollars américains (1,2 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court terme)	1,3	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	8,9	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir des investissements dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (3,3 millions de dollars); • de nouveaux contrats de location-financement (2,2 millions de dollars); • la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (0,8 million de dollars); • l'amortissement de frais de financement reportés liés à la nouvelle structure de financement (0,2 million de dollars); • l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains (5,6 millions de dollars). <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un remboursement net de capital sur la dette à long terme (3,2 millions de dollars).

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à long terme)	3,9	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Capital émis	1,8	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société (0,2 million de dollars) et à la suite de l'exercice d'options sur actions (1,6 million de dollars).
Résultats non distribués	10,6	L'augmentation reflète le résultat net réalisé par la Société pour les six premiers mois de l'exercice 2012.

En date du 30 septembre 2011 et du 31 mars 2011, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Ratio du fonds de roulement	2,60:1	2,52:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45,4 M\$	32,9 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,46:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,30:1	0,32:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme totale (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

L'augmentation du ratio de la dette à long terme/capitaux propres reflète essentiellement l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA au 30 septembre 2011.

Aide gouvernementale

Pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 1,1 million de dollars (0,4 million de dollars l'an dernier) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou coûts de développement capitalisés, un montant de 0,2 million de dollars (1,0 million de dollars l'an dernier) en aide gouvernementale. Depuis le début de l'exercice, la Société a comptabilisé un montant de 1,4

million de dollars (1,0 million de dollars l'an dernier) à titre de réduction du coût des ventes, ainsi qu'un montant de 1,4 million de dollars (1,5 million de dollars l'an dernier) à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés, en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 30 septembre 2011, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 4,6 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont remboursables au cours des onze prochains exercices financiers. Toujours en date du 30 septembre 2011, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition d'installations, de machinerie et d'équipement se chiffrait à 8,4 millions de dollars (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 septembre 2011, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes totalisant 164,8 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0742 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à diverses dates entre le mois d'octobre 2011 et le mois de mars 2015, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se référer à la Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, au 31 mars 2011, la société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars américains, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,1032 et, au 30 septembre 2010, à des contrats de change à terme totalisant 151,1 millions de dollars américains, à un taux de change moyen pondéré de 1,1342.

Au 30 septembre 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour un montant total de 5,5 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2292 \$ CA/\$ US (7,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2343 au 31 mars 2011 et 9,3 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2372 au 30 septembre 2010) échéant au cours des trois prochains exercices, pour couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swap de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars américains. Les ententes qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars américains, viendront à échéance en décembre 2015.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 30 septembre 2011.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration progressive de l'économie mondiale au cours de l'exercice financier 2011 et au début de l'exercice 2012 a permis de renverser certaines tendances négatives observées au cours des deux exercices précédents. Dans les marchés des gros porteurs commerciaux, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure jusqu'à l'année civile 2014, tandis que la plupart des principaux marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Entre-temps, le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Cependant, puisque le ralentissement économique observé au cours des derniers mois pourrait entraîner des conséquences négatives à court terme, la Société continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, ce qui devrait lui permettre de réduire les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, exerceront une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur des initiatives d'optimisation de sa production et de réduction de ses coûts, ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin d'atténuer les fluctuations défavorables du taux de change.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même pendant le reste de l'exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun élément à court terme qui pourrait compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la conjoncture économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se référer aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9 - Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 - *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 - *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper les éléments compris dans les Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés dans l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences actuelles de présentation des autres éléments du résultat global et du résultat net dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 19 Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent le coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de financement net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 améliorent les exigences quant aux informations à fournir pour les régimes à prestations définies, en prévoyant des renseignements additionnels sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels une entité est exposée du fait de sa

participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} avril 2013 et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière durant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2011 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après, lesquels font l'objet d'une description plus détaillée dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société portant sur l'exercice financier clos le 31 mars 2011.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'oeuvre qualifiée

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2012 (IFRS)		Exercice 2011 (IFRS)				Exercice 2010 (PCGR antérieurs)	
	30 sept. 2011	30 juin 2011	31 mars 2011	31 déc. 2010	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les dépenses (1\$ CA / équivalent \$ US)	0,9802	0,9676	0,9860	1,0128	1,0391	1,0276	1,0409	1,0563
Ventes	86 002	91 873	105 994	85 843	83 194	82 541	84 965	76 659
BAIIA ¹	13 578	14 948	19 146	14 684	11 300	11 966	12 267	11 685
Résultat net	4 812	5 797	7 992	5 165	2 654	3 318	4 405	3 538
Bénéfice par action – de base (\$)	0,16	0,19	0,26	0,17	0,09	0,11	0,14	0,12
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,16	0,19	0,26	0,17	0,09	0,11	0,14	0,12

⁽¹⁾ Exclut des éléments non récurrents liés à la fermeture de l'usine de Rivière-des-Prairies d'un montant après impôts de 258 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2010 et de 196 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2010.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale même si le récent ralentissement de l'économie mondiale a légèrement réduit la croissance prévue du transport aérien. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA, les marchés des passagers devraient enregistrer une croissance de 5,9 % et 4,6 % au cours des années civiles 2011 et 2012 respectivement, tandis que le fret aérien devrait progresser de 1,4 % et 4,2 % durant ces mêmes périodes.¹

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure pour les années civiles 2011 à 2014.² Par ailleurs, les sociétés Boeing et Airbus ont obtenu à elles deux de nouvelles commandes pour plus de 1 700 appareils durant les neuf premiers mois de l'année civile 2011, soit un nombre deux fois plus élevé de commandes que lors de la même période l'an dernier. Les deux fabricants continuent également de prévoir une hausse des livraisons pour l'année civile 2011.

¹ Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, septembre 2011

² Sources : Communiqués de presse de Boeing publiés les 15 juin 2011, 20 déc. 2010, 16 sept. 2010, 15 juin 2010, 17 mai 2010 et 19 mars 2010; Communiqués de presse d'Airbus publiés les 18 mai 2011, 3 février 2011 et 30 juillet 2010.

Le marché des jets d'affaires montre des signes supplémentaires d'une reprise en 2011. Le taux d'utilisation des avions continue d'augmenter et le nombre d'avions d'occasion à vendre, en proportion de l'ensemble de la flotte mondiale, est inférieur à celui de l'an dernier. Cependant, en raison de la faiblesse relative de la reprise économique, les livraisons de jets d'affaires ne devraient augmenter qu'à partir de l'année civile 2012, mais des sources de l'industrie estiment que la croissance pourrait se poursuivre sur une période de cinq ans.³

Le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. En ce qui a trait au programme du JSF, malgré la mise en probation pour une période de deux ans de la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV), la Société prévoit accroître, au cours de l'exercice 2012, son nombre d'unités produites et expédiées, comparativement à l'exercice 2011. Ceci s'explique par l'accélération de la cadence de production des deux autres versions de l'appareil et l'obtention d'une part plus importante de la production totale. Au Canada, la décision du gouvernement d'acquérir 65 avions JSF devrait engendrer des retombées pour l'industrie aérospatiale canadienne.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains continuent à faire part d'un nombre croissant de nouvelles commandes. Les carnets de commandes des plus importants fabricants d'équipements lourds sont également en forte progression⁴.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars lié à la nouvelle usine au Mexique.

L'intégration de l'unité d'exploitation Landing Gear USA est presque terminée et la priorité de la Société pour l'exercice financier 2012 est d'optimiser ses opérations et de maximiser la productivité en augmentant la spécialisation de ses usines. Ces améliorations, jumelées à son bilan solide et les fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettent à Héroux-Devtek d'envisager la possibilité de réaliser d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 30 septembre 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 526 millions de dollars, en hausse par rapport à 509 millions de dollars trois mois plus tôt. Malgré son carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société doit chercher à accroître encore davantage sa productivité et continuer à réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale, compte tenu de la volatilité du dollar canadien et de l'incertitude liée à ses fluctuations continues par rapport à la devise américaine.

³ Sources : JETNET, FAA, Teal Group

⁴ Sources : Communiqué de presse de GE publié le 21 octobre 2011. Communiqué de presse de Caterpillar publié le 24 octobre 2011.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la Société prévoit que ses ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2012. Comme les cadences de production de plusieurs programmes d'envergure continueront d'augmenter de manière importante après la clôture du présent exercice financier, la Société croit que l'accélération de sa croissance se poursuivra au-delà de l'exercice financier en cours. La direction est confiante de réaliser son objectif à long terme d'enregistrer une progression de 10 % par année, en moyenne, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et par le conseil d'administration le 3 novembre 2011. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.